

SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION

I- Sécurité alimentaire :

Une **faim chronique** sape la **productivité** des gens et les rend plus **vulnérables** à la **maladie**. La **sécurité alimentaire** s'est dégradée depuis l'**indépendance** en **Afrique subsaharienne** : les graves pénuries alimentaires, qui étaient exceptionnelles **en 1960**, sont désormais fréquentes. Au niveau des **ménages**, la sécurité alimentaire dépend directement des résultats de l'agriculture. Dans de nombreux pays, la **malnutrition** a un caractère **saisonnier** : elle s'aggrave avant la **récolte**, au moment où les approvisionnements alimentaires s'épuisent. Le **déficit alimentaire** s'aggrave les années de sécheresse. Les famines récurrentes des **années 1980** ont montré d'une manière éclatante le degré considérable d'**insécurité alimentaire** dans la région.

Exprimée en **valeur énergétique**, la **consommation alimentaire** de l'**Afrique subsaharienne** s'est située en moyenne, **entre 1965 et 1986**, à **2100 calories** par personne et par jour, soit environ **85%** des rations recommandées. On estime que le **quart** environ de la population de l'Afrique subsaharienne- plus de **100 millions de gens** - obtient, en faisant la moyenne des «**bonnes** » et des «**mauvaises** » **années**, moins de **80%** de la ration calorique que commandent la **FAO** et l'**OMS**.

Durant les années de sécheresse et les autres mauvaises années, le nombre serait encore plus élevé.

Les pays du **sahel** et la zone centrale de la région **australe (Botswana et les régions avoisinantes)**, où les précipitations sont peu abondantes et irrégulières, forment un noyau d'insécurité alimentaire, mais toutes les sous régions comptent des pays qui connaissent, à des degrés divers, le même problème.

L'insécurité alimentaire sévit également dans les pays qui sont le théâtre de **guerres civiles (Angola, Ethiopie et Mozambique)** ; dans les pays dont l'**infrastructure** est faible (**Ouganda et Zaïre**) ; dans d'autres pays à forte population urbaine pauvre (**Zambie et peut-être Soudan**) ; et dans les pays où la gestion économique a provoqué l'arrêt de la croissance ou en a inégalement reparti les bénéfices.

Tout programme public qui vise à assurer une ration alimentaire minimum doit opérer une distinction entre **pénuries alimentaires chroniques** (dues à des **déficits constants**) et **crises alimentaires passagères**, causées par de mauvaises récoltes, des **crises économiques** ou des **troubles civils**. En outre, dans les ménages pauvres, les **femmes** et les **enfants** sont plus exposés à la malnutrition, ce qui montre que les **interventions** doivent viser à atteindre les **groupes vulnérables** bien définis.

Pour réaliser l'objectif de sécurité alimentaire pour tous d'ici l'**an 2020**, il faut agir à la fois sur la demande et sur l'offre. Il est essentiel d'améliorer la production agricole, car c'est la croissance de l'agriculture qui assure l'accès de tous aux **aliments**. Cependant, il faut aussi intervenir sur la demande, notamment dans les cas des ménages dont les revenus et le **pouvoir d'achat** sont faibles ou instables.

II- Préviation des besoins alimentaires :

Il est difficile d'évaluer ce que seront les besoins alimentaires des pays africains pour les **30 années** à venir, parce que toute prévision doit se fonder sur des hypothèses concernant les niveaux actuels de ration calorique, les futurs taux d'accroissement démographique et le comportement futur de la production. Il est nécessaire, néanmoins, d'estimer ce que seront les besoins futurs d'importations et d'**aide alimentaire**. La méthode employée est la suivante :

En 1986, la consommation calorique journalière moyenne des pays d'Afrique subsaharienne se situait aux alentours de **85%** des besoins nutritionnels. Alors qu'**en 1986** il y avait **8 pays** dont la ration calorique moyenne était égale ou inférieure à **80%** de la ration recommandée, les projections partent du principe qu'il n'y a aucun pays où, **en 1988**, la ration calorique moyenne était inférieure à **80%** du minimum indispensable. Afin d'assurer la sécurité alimentaire de tous, on postule que la consommation calorique moyenne ne passe au moins à **110%**, comme cela a été le cas des pays qui, comme la **Chine**, ont presque atteint le seuil de sécurité alimentaire.

L'écart entre les besoins et l'offre alimentaires au niveau régional est évalué dans le cadre de **trois séries d'hypothèses** :

- La production augmente de 4% par an et la croissance démographique tombe progressivement à **2,75%** au cours de la période **1990-2020**.
- La production nationale augmente de **4%** par an et la population de **3,3%**.
- La production alimentaire et la population nationales augmentent, respectivement, de **2** et **3,3%**, pour rendre le pays moins tributaire des importations alimentaires.

Même avec une croissance annuelle de **4%** de la production alimentaire nationale, les importations alimentaires doubleraient, passant de **10** à **20 millions de tonnes en 2010**, mais pour tomber à **5 millions de tonnes en 2020**. Il faudra répondre aux besoins d'importations alimentaires en combinant importations commerciales et aide alimentaire, mais sans décourager la production alimentaire nationale.

1- L'offre :

Pour répondre aux besoins alimentaires grandissants au moyen des cultures traditionnelles, il faudra apporter des améliorations complémentaires aux techniques de la transformation et du stockage des produits d'origine locale. L'accroissement de la demande céréales étrangères en Afrique subsaharienne s'explique en partie par le fait que le temps de préparation est plus court, cette

qualité sera de plus en plus appréciée au fur et à mesure que l'urbanisation se poursuit et que les femmes auront de plus en plus à faire. Il faudra mettre au point des variétés de céréales dont la transformation puisse être groupée et qui soient plus faciles à transporter.

L'amélioration du stockage signifie un approvisionnement régulier des marchés locaux en produits alimentaires.

Si l'on examine la sécurité alimentaire sur le plan de l'offre, on voit qu'il faut éliminer les préjugés dont pâtissent les femmes agriculteurs en ce qui concerne l'accès au crédit, la vulgarisation et recherche-développement. La réforme des institutions financières par la libéralisation des critères de prêts et des modes de remboursement permettrait aussi d'accroître la productivité des femmes dans l'agriculture et d'améliorer leurs revenus commerciaux.

2- La demande :

Même si l'approvisionnement alimentaire s'améliore, la répartition des revenus et de la richesse, ainsi que la concentration régionale de la production, risquent de laisser d'importants segments de la société démunis du pouvoir d'achat nécessaire pour acheter des aliments de base en quantités suffisantes. A long terme, la solution consiste à améliorer les revenus et l'emploi. A court et à moyen terme, il pourra être nécessaire de recourir à diverses interventions, par exemple, à des subventions alimentaires ou à des programmes d'aide à l'emploi et au revenu en période de mauvaises récoltes, en plus des programmes d'aide nutritionnelle directe pour vaincre la malnutrition chronique des mères et des enfants.

Dans de nombreux pays, les subventions sont allées à tort, et souvent pour des raisons politiques, à une population urbaine qui n'est pas pauvre. Il est indispensable de cibler précisément les subventions alimentaires sur les groupes vulnérables. En raison de la faiblesse des structures institutionnelles et administratives, il paraît essentiel de les programmes d'un mécanisme d'auto ciblage en utilisant des produits économiquement (mais non nutritionnellement) inférieurs, comme les céréales secondaires. On pourrait essayer un ciblage par région, auquel cas l'intervention serait limitée aux régions connues pour compter un fort pourcentage de population sujette à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

L'absence de discrimination salariale peut attirer des femmes vers les travaux publics, comme dans la région de **Maharashtra** en **Inde**.

L'exercice d'un emploi productif par les femmes peut aider à améliorer la situation nutritionnelle, notamment celle des enfants. Bien que les travaux publics puissent aider les femmes dont le gagne-pain traditionnel est de plus en plus menacé, seuls le **Botswana** et la **Mauritanie** ont adopté cette formule sur la base de programmes de nutrition.

III- Salubrité des aliments :

Les consommateurs sont de plus en plus préoccupés par la qualité et la provenance des produits qu'ils consomment et obtenir des **garanties** quant à leur **qualité** et leur **salubrité**.

Le secteur agricole travaille au développement et à la mise en œuvre de **systèmes de traçabilité**. La traçabilité permet de **localiser** et de connaître l'**historique d'un aliment** à toutes les étapes de la **chaîne alimentaire**. Pour y arriver, l'identification des produits doit être maintenue dans tous les **maillons** de l'industrie, de la **ferme** jusqu'au consommateur.

L'implantation d'un système de traçabilité permet, non seulement de rencontrer les nouvelles exigences du consommateur, mais donne aux **gouvernements** et à l'**industrie**, la capacité de circonscrire et de solutionner un problème de **santé humaine** ou animale, dans les plus brefs délais. En plus de limiter les **pertes économiques** et de protéger la **valeur des cheptels**, cette capacité de réagir rapidement protège l'**accès aux marchés internationaux** et ouvre de nouvelles portes quant aux **marchés d'exportation**, notamment vers les pays où la traçabilité des aliments est déjà implantée.